



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le **12 JUIN 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADP – CTFE bis

Direction de l'aéroport de Paris
Bât. 5409 - zone Roissypôle - rue du rond point - BP 81007
95931 CEDEX
95700 Roissy-en-France

Références : E/24-1230
Code AIOT : 0006501736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement ADP – CTFE bis implanté Bâtiment 6100 rue des Acacias 77990 Le Mesnil-Amelot. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADP – CTFE bis
- Bâtiment 6100 rue des Acacias 77990 Le Mesnil-Amelot
- Code AIOT : 0006501736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Centrale thermo-frigo électrique de production de chaud et de froid pour une partie de la plateforme aéroportuaire de Paris Charles-de-Gaulle, le site est classé à autorisation IED pour la rubrique 3110 (grande installation de combustion) de la nomenclature des ICPE, à enregistrement pour la rubrique 2921 (Tours aéroréfrigérantes) et déclaration pour la rubrique 1185 (Gaz fluorés).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 8.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks de produits dangereux.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
2	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17	Sans objet
3	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
4	Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 25	Sans objet
5	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.	Sans objet
6	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)	Sans objet
7	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Sans objet
8	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3.	Sans objet
9	Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse / laboratoire en charge de l'analyse des légionelles / transmission des résultats à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. a/c/e	Sans objet
12	Gestion des ouvrages - Séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté l'ensemble des documents demandés. Les installations sont suivies et globalement maintenues en bon état de fonctionnement.

L'exploitant doit procéder à la mise en place d'un affichage indiquant l'emplacement des vannes manuelles de coupure en alimentation en gaz, situées à l'extérieur de la chaufferie, ainsi que l'indication sur le sens de manœuvre pour la fermeture de ces vannes.

L'exploitant doit justifier que les observations relevées dans le rapport de vérification des équipements de protection contre la foudre ne remettent pas en compte le bon fonctionnement de ceux-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits dangereux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité (FDS). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose des FDS des produits dangereux présent dans l'établissement ainsi que des FDS simplifiés affichées directement sur les cuves de produits. L'exploitant dispose d'un état des stocks de ces produits en temps réel depuis les écrans de contrôle en salle de quart. Cet état des stocks est disponible à tout moment avec des alertes de niveaux bas pour anticiper l'approvisionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle de vérification des installations électriques daté du 29/09/23. Ce rapport indique que les installations électriques sont conformes et en bon état de fonctionnement sans entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de suivi des formations du personnel. Ce tableau indique que le personnel est à jour des formations afférents à leurs postes et indique la date de renouvellement nécessaires des différentes formations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérifications annuels pour les poteaux incendie privés (14/09/2023), les extincteurs (04/04/2023), les RIA (14/02/2024) ainsi que la détection incendie des différents locaux (du 16/10 au 26/10/2023). Les vérifications sont à jour et les équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.
Thème(s) : Risques chroniques, AMR
Prescription contrôlée : I. - Entretien préventif et surveillance de l'installation 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'une AMR pour chacun des deux circuits de TAR présent à la CTFE bis (circuit ER1 et ER2). Une mise à jour de celles-ci sera effectuée l'année prochaine suite à la modification prévue des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. [...]
Constats : Un traitement préventif avec injection de chlore est réalisé en continu afin de garantir la performance de fonctionnement des installations de refroidissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage annuel
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. [...]
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'opération de nettoyage était en cours sur le circuit ER2 à l'arrêt depuis le 15/04/2024 (le circuit ER1 était à l'arrêt depuis le mois de janvier). Celle-ci est bien réalisée à minima une fois par an pour chaque circuit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.
Constats : L'exploitant réalise une surveillance en direct et en continu des installations depuis la salle de quart située sur le site de la CTFE via la GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur). Les opérateurs peuvent réagir instantanément en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. a/c/e
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse légionelles
Prescription contrôlée : <u>Article 26 > I. 3. a)</u> a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. <u>Article 26 > I. 3. c)</u> Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.

Article 26 > I. 3. e)

[...]

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.

Constats :

Le laboratoire en charge des prélèvements et recherche légionelles est interne au groupe ADP et accrédité COFRAC. Les analyses sont effectuées selon les normes réglementaires NF EN 872 / NF T90-431 et les résultats sont transmis aux services de l'inspection des installations classées:

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 8.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de coupure manuel

Prescription contrôlée :

[...]

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

[...]

Constats :

Les vannes de coupures manuelles situées à l'extérieur de la chaufferie et recouvertes par des protections thermiques ne sont pas identifiées depuis l'entrée du site ni même à leurs emplacements. Par ailleurs, elles sont masquées par des protections. Elles ne disposent pas non plus d'indications indiquant le sens de fermeture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un affichage indiquant l'emplacement des vannes depuis l'entrée du site, à l'emplacement de celles-ci et indiquer leur sens de fermeture et justifier la mise en place de cette action en transmettant des photos.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 7.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de coupure manuel

Prescription contrôlée :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

[...]

Constats :
L'exploitant a transmis le rapport de première vérifications des installations de protection contre la foudre daté du 28/04/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit justifier que les observations relevées dans le rapport initial de vérification des dispositifs de protection contre la foudre ne sont pas susceptibles d'empêcher le bon fonctionnement de ceux-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Gestion des ouvrages – Séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : [...] Les séparateurs sont entretenus de façon à assurer son fonctionnement nominal. Les boues et les eaux de curage des séparateurs sont enlevées puis traitées dans des installations dûment autorisées à cet effet aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Les bordereaux de suivi des déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis les documents justifiants que le curage des séparateurs hydrocarbures a bien été réalisé en date du 07/01/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

